

Père Armel DUTEIL

Mission Catholique **Août 2009**

BP 2016

CONAKRY (Guinée)

armelduteil@yahoo.fr

<http://armel.duteil.free.fr>

<http://justice.paix.guinee.free.fr>

Aout 2009

Chers Amis,

Je voulais profiter du temps des vacances pour vous envoyer quelques nouvelles, mais finalement les activités se sont enchaînées ; j'espère que vous avez pu profiter de vos congés pour vous retrouver en familles, pour rencontrer vos amis et pour vivre un certain nombre d'activités intéressantes ; et que cette lettre vous trouvera dans la paix, pleins de courage et avec le moral pour recommencer une nouvelle année scolaire.

NOTRE PAYS, LA GUINEE, continue à évoluer ; nous ne savons pas où cela va nous mener et il y a chaque jour du nouveau, d'autant plus que notre Président est très impulsif et donc assez imprévisible. Comme je vous l'ai expliqué dans ma dernière circulaire, les militaires ont pris le pouvoir et ils ont commencé une vaste entreprise de moralisation et de reconstruction du pays : il en avait besoin. Cela se traduit, en particulier, par la lutte contre l'insécurité et le grand banditisme, contre la corruption et les détournements d'argent et le mensonge, contre la drogue, la prostitution et le laisser-aller en général. Il cherche aussi à revoir tous les contrats miniers signés autrefois d'une façon frauduleuse avec les grandes sociétés internationales, et qui ne sont vraiment pas équilibrés ni justes mais au détriment du pays et de la population. Evidemment, nous ne pouvons qu'être d'accord et soutenir tout cela. Le problème se pose cependant au niveau des méthodes ; le pays est dirigé à la manière militaire : des personnes ont été arrêtées, mais jusqu'à maintenant elles ne sont pas jugées ; on a entendu des affirmations comme celles-ci : « celui qui tue, on le tue » (contre l'insécurité), ou « celui qui vole, on le brûle ». Evidemment, nous ne pouvons pas être d'accord avec cela, car ça risque d'entraîner une justice populaire expéditive, donc injuste. Par ailleurs, il y a de grandes déclarations à la radio et à la télévision, mais qui ne sont pas toujours suivies d'effet ; et ce ne sont pas toujours les vrais responsables qui sont poursuivis.

Le deuxième problème, c'est que de nombreuses attaques et vols à main armée sont menés par les militaires eux-mêmes. Beaucoup d'entre eux se droguent, rançonnent la population ou vont avec les prostituées, autant de personnes que l'on poursuit ensuite, alors qu'ils en sont en grande partie responsables. Le premier travail à faire serait donc de réformer l'armée, car au sein de cette armée il y a un certain nombre d'anciens miliciens ou jeunes volontaires qui avaient participé à la défense du pays au moment des attaques rebelles venues du Libéria et de Sierra Leone, dans les années 2000, 2001, mais qui n'ont pas une véritable formation et qui continuent au sein de l'armée le banditisme dans lequel ils s'étaient lancés, de même que la drogue autrefois. Mais comment faire pour changer ce comportement des militaires, dans la mesure où justement c'est sur ces militaires que le pouvoir s'appuie ? Bien plus, on s'est appuyé sur les hommes de troupe pour prendre le pouvoir en limogeant les généraux, et maintenant il n'y a plus de discipline ni d'autorité, et policiers, gendarmes et militaires ne pensent qu'à une chose : rançonner les gens, en particulier aux nombreux barrages qu'ils ont mis sur les routes un peu partout dans le pays.

Il y a aussi le gros problème des mines. Il est absolument évident que les **grosses sociétés minières** internationales **ont profité de la corruption** du gouvernement précédent pour passer des contrats à leurs avantages et au détriment du pays. Elles se donnent bonne conscience en fournissant de l'eau et de l'électricité dans les villages environnants, en construisant quelques kilomètres de routes, ou bien l'une ou l'autre école ou dispensaire. C'est vrai que cela améliore leur image aux yeux de la population, mais pour les gens avertis cela ne peut pas cacher les énormes bénéfices qu'ils font et qu'ils rapatrient dans les pays occidentaux. Et ce ne sont pas ces quelques œuvres de prestige ou de tape à l'œil qui vont véritablement développer le pays. Il faudrait **revoir les contrats** qui ont été signés autrefois, mais cela est très difficile ;

d'autant plus que ces grosses sociétés sont soutenues par les pays occidentaux qui en profitent largement et qui ne se laisseront donc pas faire et n'accepteront pas une révision de ces contrats, sinon forcés et contraints. Il faudra donc beaucoup de temps pour régler ce problème, alors que les besoins du pays et de la population sont urgents. Les militaires se sont attaqués à cette question, mais là aussi « à la militaire », allant même jusqu'à humilier les directeurs de ces sociétés en public et en direct à la télévision ; ce n'était certainement pas la meilleure solution. En plus de l'exploitation du pays et des populations, ces grosses sociétés minières posent un certain nombre de problèmes : d'abord la destruction de **l'environnement** qui risque d'être irréversible dans beaucoup de cas ; ensuite, **la pollution** : dernièrement dans une des sociétés qui traitent la bauxite, une cuve de produits chimiques s'est déversée dans la nature et la rivière environnante, causant de graves dégâts. Nous soutenons donc les efforts du gouvernement dans la révision des contrats avec les sociétés minières ; mais en même temps, et surtout, nous sensibilisons et formons la population par rapport à la pollution, car les populations participent aussi à la destruction de l'environnement par les feux de brousse, la déforestation sans reboisement, la fabrication de charbon de bois comme source d'énergie, etc...

Par rapport à la **lutte contre la drogue**, on a découvert en pleine ville de Conakry à côté de l'aéroport, des produits chimiques très toxiques pouvant servir à fabriquer de la drogue et également près du village d'origine de l'ancien président, Lansana Conté. Cela est bien sûr très inquiétant, d'abord pour la santé de la population qui court de nombreux risques, mais surtout parce que la Guinée qui était un lieu de passage de la drogue depuis l'Amérique du Sud, (la Colombie en particulier), vers l'Europe, est en train de devenir un lieu de fabrication de cette drogue et nous ne savons pas s'il va être vraiment possible d'enrayer ce mouvement.

Il reste aussi tout le **problème de la transition vers des ELECTIONS DEMOCRATIQUES**. Le Président voulait rester au pouvoir jusqu'à fin 2010 pour avoir deux années pour assainir le pays, et vu l'ampleur et la gravité des problèmes, à mon avis ce n'était vraiment pas du luxe. Mais, sous la pression de l'Union Africaine, poussée par les politiciens guinéens pressés et avides de prendre le pouvoir, et également de l'Union Européenne et des Etats-Unis jugeant que le régime actuel n'est pas démocratique, on a exigé que les élections se fassent avant la fin de l'année 2009. En fait, l'élection du Président va être reportée en janvier car les choses ne sont absolument pas prêtes, et les moyens manquent pour assurer l'impression des cartes d'électeurs et une véritable préparation des élections. De plus, on voudrait réviser la Constitution (car l'ancienne avait été modelée par l'ex-Président, Lansana Conté, à son avantage) et cela va demander aussi beaucoup de temps. Je dois dire que j'ai beaucoup de peine à comprendre la position de l'Union Européenne et des Etats-Unis exigeant que les élections se fassent en 2009 ; comme si la démocratie pouvait se décréter d'en haut, ou dans des bureaux, et surtout par des pays étrangers ne connaissant vraiment ni la culture locale, ni les réalités du pays. Résultat, c'est actuellement la course au pouvoir, pour en profiter au maximum, comme par le passé. Pour un pays de moins de 10 millions d'habitants, il y a maintenant plus de 90 partis politiques voulant présenter des candidats ; chacun veut avoir sa part de gâteau : voilà le résultat auquel on a abouti ; et c'est soutenu par ces pays étrangers. Sans doute pour avoir, eux aussi, leur part du gâteau ; ou pour pouvoir placer leurs pions, ou favoriser leurs entreprises. Même si les pays occidentaux connaissent un problème économique grave et du chômage, cela ne doit pas leur permettre de faire n'importe quoi à l'extérieur pour résoudre leurs problèmes. En tous cas, ici, nous avons très peur de nous retrouver dans les mêmes difficultés qu'autrefois, dans la mesure où les responsables des principaux partis sont justement les anciens premiers ministres qui ont mené le pays à la ruine ; dans ces conditions nous ne savons pas quand, ni comment, nous allons nous en sortir. Actuellement, dans le pays, plusieurs partis politiques et une bonne partie de la population demandent que les élections soient repoussées en 2010, et que le Président actuel et son équipe aient le temps nécessaire pour nettoyer le pays. Mais les pays étrangers refusent. Bien plus, l'Union Européenne a supprimé toute aide économique à la Guinée, qui pourtant en a tellement besoin, en ne maintenant que l'aide humanitaire si nécessaire, sous prétexte que la préparation des élections est trop lente et que celles-ci n'auront sans doute pas lieu en décembre 2009. On aurait pu au moins attendre la fin de l'année et voir ce qu'il en était effectivement pour prendre une décision aussi grave, car cela risque de casser tous les efforts menés actuellement dans le pays. Si la population n'a plus de quoi vivre, elle va se révolter et l'expérience, au total positive qui est menée actuellement, va échouer. Nous ne comprenons vraiment pas le comportement des pays occidentaux, d'autant plus qu'un Conseil National de la transition a été mis en

place pour préparer ces élections et pour revoir la Constitution. Donc les choses avancent, mais encore une fois, il faut du temps. Hier (le 19 Août), le Président a d'ailleurs renouvelé son intention de faire des audits sur le fonctionnement et la gestion du pays par les gouvernements précédents, du temps de Lansana Conté, pour voir ce qui s'est passé réellement, réagir contre la corruption passée et les détournements d'argent opérés, et également juger les coupables. Il voudrait également (enfin !) commencer une enquête sérieuse pouvant aboutir à un jugement des responsables de la mort de tous les civils qui ont été tués par l'armée en 2006 et en 2007, en particulier lors de la marche pacifique des populations des quartiers populaires vers le centre de la ville début février 2007 où l'armée a tiré sur les marcheurs et fait plus de 180 tués civils innocents. Mais bien sûr, pour être menées sérieusement, de telles enquêtes demandent du temps et aussi des moyens, et donc si on veut arriver au bout avant les élections cela suppose qu'on repousse ces dernières. Ce que, encore une fois, les pays extérieurs refusent, à partir de principes théoriques sur la démocratie, sans voir les réalités locales, ni les conditions nécessaires, comme si d'ailleurs de simples élections pouvaient suffire à mettre en place une démocratie véritable. Tout cela pour dire que nous sommes dans l'expectative, dans l'attente, mais aussi dans l'inquiétude par rapport à tout ce qui peut se passer. Je confie donc tout cela à votre amitié et aussi à votre prière.

Mais nous ne sommes pas découragés pour autant. C'est pourquoi **nous préparons, avec la Commission « Justice et Paix », ces élections**, quelle qu'en soit la date. Nous avons déjà mis en place une coordination regroupant 17 organisations de la Société civile qui s'est réveillée depuis les événements de 2007 dont je viens de parler et qui est très active, consciente, et qui suit les affaires de près. La Commission de « Justice et Paix », dont on a reconnu les qualités de travail, fait partie de cette coordination. Nous voulons former 1 140 observateurs indépendants et neutres pour les élections législatives, de manière qu'il y ait 3 observateurs dans chaque sous-préfecture du pays, car nous ne voulons pas qu'on se contente d'accueillir des observateurs venant de l'extérieur mais ne connaissant pas les réalités du pays, et encore moins la langue et la culture. De toutes façons, il est absolument nécessaire que la population locale et les différentes organisations de la Société civile soient elles-mêmes impliquées. Pour commencer, nous allons former 114 formateurs qui formeront et ensuite suivront ces observateurs. Dans chaque région du pays, nous allons installer une coordination qui va se mettre immédiatement au travail. En effet, nous ne voulons pas être présents seulement le jour des élections mais suivre toutes les opérations à partir de maintenant, de manière à pouvoir améliorer le processus au fur et à mesure, depuis les inscriptions sur les listes électorales (qui ne sont pas encore terminées), la distribution des cartes d'électeurs, la préparation des élections, etc... Et après les élections, nous veillerons à ce qu'il n'y ait pas de trouble pour que les résultats puissent être acceptés par tous... dans la mesure, évidemment, où les choses se seront passées normalement. C'est vraiment une très grande action que nous avons décidé de lancer, et aussi une grande responsabilité ; mais nous pensons que c'est absolument nécessaire et que cette action permettra **d'apporter une formation** à un certain nombre de personnes engagées déjà dans différents groupes actifs dans le pays, **de motiver et de former** davantage les organisations de la Société civile, de leur **apprendre à travailler ensemble**, et de contribuer ainsi à **l'avancée du pays**. Nous espérons également que cela va **permettre aux chrétiens de s'engager** dans la Société, car jusqu'à maintenant ils étaient plutôt réticents, étant donné le climat généralisé de corruption, de magouilles, de favoritisme et d'ethnocentrisme qui sévissait dans le pays. Dans cette action, nous avons décidé de donner la **première place aux jeunes et aux femmes**. Ainsi, dans notre comité de coordination où généralement on mettait une femme pour le folklore, sur les 10 membres directeurs, 6 sont des femmes et 4 seulement des hommes. Avec, en particulier des représentants des syndicats, mais aussi des différentes religions, car ici la religion a un très gros impact et travaille vraiment à la formation et à la libération des gens ; pas seulement, le christianisme, mais également l'islam.

Nous ne nous limitons pas à la préparation des élections. **Nous continuons notre TRAVAIL A LA BASE**, dans les villages et les quartiers des villes, pour la justice et la paix, le soutien des pauvres, les actions humanitaires et les petits projets de développement, dont je vous ai déjà parlé très souvent.

Nous participons aussi à la réflexion qui est menée dans le pays. Ainsi, les **Evêques ont publié une lettre** et l'ont remise officiellement au Président de la République le jour de Pâques, car il était venu à la Messe à la Cathédrale. Vous pouvez retrouver cette lettre, intitulée « **Aspirations au changement : effort de tous et de chacun** », dans mon site internet, de même que des détails et des documents sur tout ce que je viens d'expliquer dans cette lettre. (Voyez également notre blog, pour tout ce qui concerne les questions

de justice et de paix). Dans cette lettre des évêques, nous avons fait une évaluation des cinquante années de l'indépendance du pays ; nous avons ensuite exposé les points principaux de la doctrine sociale de l'Eglise pour faire profiter le pays de la longue expérience de l'Eglise dans ce domaine ; et enfin, nous y avons proposé des pistes de réflexions et d'actions aux différents responsables du pays et aux divers groupes de la population. Cette lettre a eu un très gros impact.

Nous avons également **intensifié nos actions de FORMATION au niveau DES JEUNES**. Dans la région du Bagatayi (Kataco et Boffa), nous avons tenu à la fin du Carême la session de formation que nous n'avions pas pu tenir à Noël à cause de la prise de pouvoir par des militaires. Nous avons pu regrouper environ 700 (sept cents) jeunes pendant une semaine et nous avons travaillé à partir de la lettre que l'Evêque avait envoyée au jeunes en septembre (*voir mon site : pastorale sociale*). Nous sommes partis des rapports que les jeunes avaient élaborés par paroisse, pour réfléchir à partir de leur propres idées et propositions. A partir de là, nous avons relevé **cinq thèmes** de réflexion et d'actions : l'engagement dans l'Eglise ; l'engagement dans la société ; l'évangélisation ; leur vie de jeunes avec tous les problèmes de violence, de drogue et d'argent ; la justice, la paix et la réconciliation, en lien avec le 2^{ème} Synode pour l'Afrique (par rapport à ce Synode, vous trouverez des documents également dans mon site). Nous avons été frappés aussi bien par la qualité des rapports que par la qualité de la réflexion des jeunes pendant cette rencontre et aussi par l'excellente ambiance qui a régné entre eux ; pourtant, faire vivre 700 jeunes pendant une semaine, avec des moyens très limités, en dormant par terre dans des classes, avec une nourriture pour le moins frugale, n'était pas évident ! Mais l'engagement et la volonté des jeunes ont suppléé à tout cela. C'est très encourageant. (pour ceux qui ont internet vous recevrez sous peu le compte-rendu de cette rencontre de même que celle de Conakry)

En effet, nous avons tenu la même session la semaine suivante, à Conakry. En fait, il s'agit là de toute une démarche que nous avons continuée le 1^{er} dimanche de mai, au moment du pèlerinage national : les jeunes se sont retrouvés pour préciser les actions qu'ils avaient décidé de mener. Ensuite, il y a eu une rencontre de réflexion entre eux, dirigée par les responsables diocésains de la jeunesse, puis une rencontre avec l'Archevêque pour officialiser les choses.

Cependant, ce forum avait montré **un besoin de réflexion sur des points essentiels de la vie chrétienne**, et aussi des questions, comme : qu'est-ce que le Royaume de Dieu ? quelles relations avoir avec les autres religions ? La doctrine sociale de l'Eglise. La Parole de Dieu et la façon de la mettre en pratique dans la culture guinéenne et dans la Société actuelle, etc... Tout cela a été travaillé au cours de trois sessions bibliques pour les jeunes, de 10 jours chacune, en Juillet Août, dans les 3 régions culturelles de l'Archidiocèse. Au cours de ces sessions, nous avons également présenté la méthode de travail pour l'année prochaine. Nous avons composé une synthèse des réflexions de ces différentes rencontres, sur les cinq points cités plus haut. Les jeunes travailleront ensemble un de ces points, chaque mois. Ils dégageront les actions à mener, passeront à l'action dans leurs différents groupes et mouvements, mais aussi personnellement et par petits groupes informels de deux ou trois, pour se soutenir et s'encourager, sans attendre de mettre en place de grandes structures. A la fin de chaque mois, une rencontre permettra de faire le bilan des actions menées, et on passera au thème suivant. Nous espérons ainsi pouvoir proposer une méthode efficace qui aboutira à des actions concrètes et précises sur des points essentiels de la vie des jeunes et qui proposera des actions communes à tous les jeunes, en associant bien sûr les jeunes musulmans qui le désirent.

Ce qui m'a beaucoup occupé également tous ces derniers temps, c'est la **préparation du 2^{ème} Synode pour l'Afrique, sur le thème « Réconciliation, justice et paix »**. Benoît XVI est venu remettre solennellement le document de travail préparatoire, à YAOUNDE, aux représentants des différentes Eglises d'Afrique, il y a quelques mois. Je regrette d'ailleurs qu'à cette occasion on n'ait retenu que ses paroles, sur le condom (en déformant ce qu'il avait dit et en l'interprétant d'une façon très négative et même fautive, sans tenir compte ni des réalités locales, ni de la culture africaine). J'ai d'ailleurs mis dans mon site un article à ce sujet. En effet, à cause de cela, on est passé à côté de toutes les choses importantes que Benoît XVI a dites, d'abord par rapport à la sexualité, à la prévention et au soutien des malades du SIDA, mais surtout sur la réconciliation après la guerre, par exemple en Angola, la justice sociale, et la défense des pauvres au Cameroun. Ce document de travail pour le synode est la synthèse de toutes les réponses aux questionnaires préparatoires que nous avons travaillés pendant deux ans, en Guinée comme

dans de nombreux autres pays d'Afrique. Le Synode commence le 5 Octobre 2009. Nous nous sommes mis tout de suite à travailler ce document, en regrettant que le temps soit trop court pour faire participer les groupes de base à la réflexion, d'autant plus que c'est le temps des vacances et que beaucoup d'activités sont réduites et beaucoup de gens absents. Nous avons quand même fait pour le mieux pour envoyer nos réactions et proposer à la Coordination panafricaine des Commissions « Justice et Paix » nos idées et nos propositions. Les Evêques de l'Afrique de l'Ouest se sont également réunis avec un certain nombre d'experts pour travailler le document et apporter leurs suggestions. Nous nous sommes réunis ici pour analyser ces suggestions à la lumière des réalités guinéennes. Maintenant, nous attendons avec espoir les conclusions de ce Synode, en espérant qu'il nous fournira des bases solides pour notre travail de justice et paix et de réconciliation, et qu'il sera l'occasion d'un nouveau départ, non seulement de l'Eglise mais, à partir de là, des différentes religions et sociétés africaines. En tous cas, nous sommes déjà prêts à nous consacrer à cette tâche difficile, mais essentielle et également très intéressante.

Mais il ne suffit pas de former des gens, il est **IMPORTANT DE ME FORMER MOI-MEME**. A ce niveau, j'ai eu la chance de participer à trois rencontres.

La semaine après Pâques, nous nous sommes retrouvés, **tous les Spiritains de l'Afrique de l'Ouest et du Nord (FANO) pour un « Chapitre »**, c'est-à-dire : faire le point des années passées et préciser des orientations pour les trois années qui viennent. Nous avons réfléchi spécialement à notre vocation et à notre mission de missionnaires dans le monde actuel : Comment faire une véritable évangélisation en profondeur, dans le respect des autres religions et des autres cultures ? Notre vie de communauté, car elle est essentielle pour notre travail, mais d'abord pour notre vie personnelle et communautaire, d'autant plus que nous avons choisi de vivre en communauté internationale. D'abord parce que c'est une véritable enrichissement mutuel, même si ce n'est pas toujours facile. Ensuite dans une Afrique divisée et soumise à toutes sortes de tensions, pour montrer qu'il est possible de vivre ensemble, quelles que soient nos différences de cultures, de formations, d'âges ou autres. Nous avons réfléchi aussi à notre vie de prières mais nous avons aussi beaucoup prié ensemble pendant cette semaine, pour mieux comprendre les appels que Dieu nous adresse dans le monde d'aujourd'hui. Nous avons abordé aussi des questions pratiques : les problèmes financiers qui sont importants, et la recherche des fonds pour permettre de travailler, tout en gardant notre esprit de pauvreté volontaire et choisie, pour être disponibles pour les plus pauvres de la société. Nous nous sommes attardés également sur la question des vocations missionnaires, car nous recevons de très nombreux appels, mais nous n'arrivons pas à y répondre, faute de personnel, malgré le nombre important de jeunes, surtout africains, qui s'engagent parmi nous ; ce qui donne d'ailleurs un visage nouveau à notre Congrégation. (Voir le compte rendu de notre rencontre préparatoire en Guinée, à Boffa, dans mon site, rubrique « Missionnaires spiritains »).

La deuxième formation à laquelle j'ai participé, à Bamako, au mois de Juillet, s'adressait aux religieux/religieuses d'Afrique du Nord et de l'Ouest francophones. Elle s'adressait donc à **des personnes engagées pour la justice et la paix dans différents domaines** : auprès des immigrés (par ex. en Mauritanie et en Algérie) ; dans différents secteurs de la société, en particulier les plus défavorisés pour les pays d'Afrique de l'Ouest en général. Le but était de nous apprendre à faire une analyse sociale pour étudier les problèmes en profondeur, en analyser les causes, en découvrir les différents acteurs, de manière à pouvoir mener des actions efficaces au niveau de la Société, et spécialement des responsables du pays. La deuxième semaine, différents intervenants sont venus partager avec nous leurs expériences dans le domaine dans lequel ils travaillent : l'agriculture et la souveraineté alimentaire ; les enfants de la rue ; le travail avec les musulmans ; la résolution des conflits ; la migration ; la mise en place d'une société civile, etc... (Voir mon site).

La troisième session était organisée par le M.I.R. (Mouvement International de Réconciliation) et **regroupait des gens engagés en particulier dans la Non-Violence Active**, venus du Togo, du Burkina Faso, du Bénin, de la Côte d'Ivoire et de la Guinée. Nous attendions des participants des deux Congo mais, malheureusement, ils n'ont pu venir. Notre groupe était œcuménique, avec, en particulier, un Pasteur presbytérien. Le but était de **rédigier un manuel africain** pédagogique et pratique et des fiches pour des animateurs et des responsables de groupes à la base, pour les aider à **gérer des conflits et arriver à une réconciliation** aussi solide et durable que possible. Nous avons d'abord travaillé pendant deux jours, à partir d'expériences concrètes pour rassembler les éléments les plus importants et, ensuite,

pendant trois jours, chacun a rédigé un projet de chapitre en concertation avec les autres. Bientôt chacun recevra l'ensemble des textes pour les retravailler, apporter ses propositions d'amélioration et les deux animateurs pourront alors en faire la rédaction finale. Dans un 1^{er} temps, ce manuel sera envoyé par mail à toutes les personnes intéressées (vous pouvez vous signaler si cela vous intéresse) ; il sera mis dans différents sites (en particulier le mien), sans droits d'auteurs, pour être à la disposition de toutes les personnes et groupes intéressés, qui nous apporteront alors leurs remarques et leurs propositions d'amélioration après utilisation, et leurs suggestions pour un manuel définitif.

Dans ces deux sessions, du Mali et de Côte d'Ivoire, ce qui m'a frappé c'est, comme nous le faisons d'ailleurs au niveau des spiritains depuis plusieurs années dans nos rencontres, que nous sommes partis d'exemples concrets, que nous avons vécus nous-mêmes. Nous les avons analysés ensemble, pour comprendre ce qui s'était passé, et en dégager des conclusions opérationnelles et des principes d'actions. Ce ne sont donc pas des réflexions théoriques, mais des expériences concrètes pour aboutir à des actions pratiques et soutenir ceux qui sont sur le terrain. Dans ces deux sessions, également nous avons apporté la dimension chrétienne des actions et cherché comment travailler avec les autres religions, en particulier les musulmans. C'est cette dimension religieuse qui a fait l'originalité de notre réflexion et de ce que nous avons rédigé. Dans chacune des deux sessions nous avons beaucoup travaillé, dans une ambiance très fraternelle et pleine d'amitié qui nous a beaucoup encouragés et nous a permis de fournir cette qualité de travail. Ces liens d'amitié continuent à se développer à travers un blog et des échanges par mails, et ils nous soutiendront dans nos différentes activités. Vous pourrez trouver les comptes rendus de ces deux sessions dans mon site, à la rubrique « Justice et Paix » et dans les « Nouvelles » de la mi-juillet et du 10 au 15 Août, envoyées par mail.

Voici, pour terminer, un texte que nous avons utilisé au cours de notre rencontre des jeunes :

ALORS LA PAIX VIENDRA !

Si tu crois qu'un sourire est plus fort qu'une arme, Si tu crois à la puissance d'une main offerte, Si tu crois que ce qui rassemble les hommes est plus important que ce qui les divise, Si tu crois qu'être différents est une richesse et non pas un danger, Si le regard d'un enfant parvient encore à désarmer ton cœur, Si tu peux te réjouir de la joie de ton voisin, Si tu peux écouter le malheureux qui te fait perdre ton temps, et lui garder ton sourire, Si tu crois que le pardon va plus loin qu'une vengeance, Si pour toi, l'autre est d'abord un frère, Si tu refuses qu'après toi ce soit le déluge, Si tu crois que l'amour est la seule force de dissuasion, Si tu crois que la paix est possible, Alors la paix viendra

(Pierre Guilbert)

et également une réflexion de Lao Tzeu : « Rien au monde n'est plus doux ni plus fin que l'eau. Pourtant, elle n'a pas son pareil pour user les rochers. De même, chacun sait que le faible triomphe du fort, et que le dur cède devant le doux. Mais personne n'agit en conséquence ».

Bien sûr, tout cela ne m'empêche pas de **continuer les activités ordinaires**, avec les rencontres de tous les jours, les personnes à accueillir et à soutenir, les problèmes à régler, les différentes rencontres, les activités des différents groupes et mouvements. En ce moment, je suis lancé dans **l'animation de Centres aérés** dans les quartiers populaires de Conakry ; cela aussi est une expérience très enrichissante. Comme elle n'est pas encore terminée, je vous en parlerai dans ma prochaine circulaire. Actuellement, **nous vivons en communion avec les musulmans** qui sont entrés dans ce temps de Ramadan ; que ce temps leur permette de revenir à l'essentiel de leur vie et nous donne aussi de mieux nous comprendre et de mieux travailler ensemble.

Je termine en remerciant à nouveau tous ceux qui nous soutiennent dans nos différentes activités, que ce soit matériellement, par leur amitié, leurs lettres ou leurs prières. C'est très important, non seulement pour nous donner les moyens de travailler, mais surtout pour nous soutenir et nous permettre de garder force et moral au milieu des difficultés rencontrées. Je suis toujours heureux de recevoir de vos nouvelles, pour partager votre vie, et je vous redis toute mon amitié.

ARMEL